À gauche !

21 avril. Premier tour de l'élection présidentielle

1er mars. FNAC Champs-Élysées.
Avec les jeunes salariés en lutte
de la FNAC, McDo et Pizza Hut

les engagements de Robert Hue

Le 21 avril aura lieu le premier tour de l'élection présidentielle. De quoi s'agit-il ? De vous, de vos préoccupations, de vos attentes, de votre avenir.
Depuis 1997, des choses ont été faites. Mais de nombreux problèmes demeurent. Ils se nomment : chômage, précarité, violence, aggravation des inégalités sociales, chez nous et dans le monde.
Va-t-il être possible de prendre ces problèmes à bras-le-corps et d'obtenir des améliorations réelles, pour vous, pour le pays ? Qui le propose ? Et en dégageant quels moyens ?
Robert Hue ne se résigne pas à ce que rien ne change. Il a décidé de jouer cartes sur tables. Depuis plusieurs mois, il a mis en discussion des propositions. Des centaines de rencontres, des milliers de contributions de toutes origines les ont enrichies. Dans ce document, il présente ses engagements. Pour donner ses chances, lors de cette élection, à une politique bien à gauche.
À vous de juger. Et de décider.

LE PROJET DE ROBERT HUE

POUR UNE POLITIQUE DE GAUCHE

Il n'y pas de fatalité à la domination des marchés financiers. Pas de fatalité à ce qu'on réponde : "Ce n'est pas possible" aux demandes de mieux-être et de dignité, aux aspirations à un monde plus juste, plus humain. On peut faire d'autres choix, qui servent l'intérêt général et ne ménagent pas celui des puissants. Comment ? Par quels moyens ? Robert Hue avance des propositions concrètes pour s'en prendre à la cause des problèmes posés. Pour redonner ses couleurs à la gauche.

1. CHOISIR L'AUDACE SOCIALE

Chômage, précarité, inégalités sociales : la France est dans un état d'urgence. À la gravité de ces problèmes, il faut opposer l'audace d'objectifs sociaux élevés. En s'en donnant les moyens, sinon les promesses sont pure démagogie. Le social doit devenir le moteur de l'économie.

Immédiatement : un plan d'urgence contre les inégalités

La société est gangrenée par les inégalités. Les pouvoirs publics doivent entendre les syndicats, les associations et, sur cette base, prendre des mesures d'urgence. Plus aucun minimum social sous le seuil de pauvreté. Plan de rattrapage de tous les salaires égaux ou inférieurs au Smic : son augmentation sensible "pousserait" l'ensemble des autres salaires. Non aux fonds de pension : retraite à 75 % des dix meilleures années (avant 60 ans pour celles et ceux qui ont travaillé 40 ans). Relèvement des allocations familiales et leur attribution du premier au dernier enfant. Loi faisant réellement obligation aux entreprises de respecter l'égalité salariale et professionnelle des femmes.

Droit à l'emploi et à la formation tout au long de sa vie

De grandes réformes sociales doivent être entreprises. Robert Hue propose sept grandes lois pour aboutir, dans les cinq ans, à la conversion de tous les emplois précaires en emplois stables et à ce que personne ne soit sous minima sociaux, sans emploi ou formation contre son gré. Il propose qu'à partir de juillet 2002, des conférences régionales réunissant État, élus, entreprises, salariés fixent et suivent concrètement l'avancement vers ces objectifs.

Allocation mensuelle d'autonomie de 700 euros pour les jeunes de 18 à 25 ans

Dans leur majorité, les jeunes font leur entrée dans la vie active après plusieurs années d'emplois précaires et sous-payés. C'est inacceptable! Cette mesure vise à sécuriser leur parcours, de la formation initiale à l'insertion dans l'emploi stable et correctement rémunéré. Les emplois -jeunes doivent accéder à un tel type d'emploi.

Les grands patrons français ont perçu l'an passé une rallonge de 36%. Ils ont touché en moyenne 500 fois le Smic annuel. À lui seul, le P.D.G. d'Alcatel a touché 1500 fois le Smic !

Un budget de croissance dès 2003

Dès 2003, le budget devrait s'inscrire dans une programmation quinquennale de soutien aux dépenses publiques utiles à l'emploi et à la réduction des inégalités, et contribuer à la réalisation de programmes européens de développement. Les profits financiers doivent être mis à contribution : taxation au même taux que les salaires, intégration des actifs financiers au calcul de la taxe professionnelle, doublement de l'impôt sur les grandes fortunes, lutte contre la fraude fiscale...

Une réorientation du crédit

Le crédit bancaire aux entreprises, c'est 1000 milliards d'euros : quatre fois le budget de l'Etat. Il va souvent à la Bourse et les charges financières étouffent les entreprises. De nouvelles règles doivent être décidées : création d'un pôle public financier et d'un fonds national pour soutenir les entreprises, notamment les PME, qui dépensent pour l'emploi ou la formation et pénaliser les placements financiers.

Une réforme du financement de la protection sociale

Les cotisations patronales doivent être calculées de la même façon : modulées en fonction du rapport entre salaires versés et richesses créées, revenus financiers inclus.



Avril 2001. Calais.
Solidarité avec les LU et les victimes des licenciements boursiers.

2. DES SERVICES PUBLICS MODERNES ET EFFICACES

Les services publics sont dans la ligne de mire des partisans du "libéralisme". Mais le mauvais exemple anglais le prouve : se priver de cet atout essentiel, c'est se condamner à l'aggravation des inégalités sociales et des difficultés économiques. Il faut utiliser pleinement l'atout qu'ils constituent : les défendre, les transformer, les étendre.

Non à la privatisation d'EDF !

Privatisations, coups portés aux services publics : ça suffit. Il faut stopper la mise en œuvre des directives européennes ouvrant les services publics à la concurrence. Plutôt que les mettre en péril, il y a besoin de les démocratiser, de les moderniser, de les étendre : pôle public du crédit, service national de l'eau, service public de l'environnement...

Oui à l'exception culturelle

La culture a un statut d'"exception". Il faut favoriser la création, l'accès de tous à la culture. Celle-ci est irréductible aux lois du marché. La France doit contribuer à la lutte contre sa marchandisation.

Contre l'échec scolaire, réformer le service public d'éducation

L'échec scolaire du fait des inégalités sociales n'est plus tolérable. En cohérence avec l'effort à décider en faveur d'un droit à un emploi ou une formation tout au long de sa vie, il faut se donner l'objectif de faire de chaque scolarité un parcours de réussite. Cela implique de mobiliser des moyens : c'est le sens de la proposition d'un fond d'action contre les inégalités à l'école.
Et de démocratiser, de favoriser tout ce qui renforce le rôle des différents acteurs de l'école.

Santé : rompre avec la "maîtrise comptable"

Juppé est parti en 1997, mais pas son plan. Il faut écouter les professionnels : notre système de santé est étouffé. Et son coût va grandir du fait même du progrès de la science et de la société. La démagogie est du côté de ceux qui se masquent cette réalité : il faut lui consacrer les moyens nécessaires, en mettant à contribution les revenus financiers.

Doublement des moyens contribuant à la sécurité

Il y a des causes sociales à la montée de la violence et de l'insécurité. Elle n'en est pas plus "excusable" pour autant.
Développement des services publics de proximité, prévention, dissuasion, répression, droit à la réparation pour les victimes : les moyens budgétaires consacrés à cette cause nationale doivent doubler dans les cinq ans.

Enron : affaire exemplaire

**L'un des dix plus grands groupes américains de l'électricité, Enron, vient de connaître la faillite la plus catastrophique de l'histoire des États-Unis.
Enron était un champion de la déréglementation. Celle-ci lui avait permis de prospérer sur les dépouilles de multiples compagnies d'électricité. Enron s'était alors lancé dans la course au profit financier plutôt que d'investir dans des centrales.
Résultat ? La firme n'a pu fournir l'été dernier l'électricité nécessaire à la Californie : coupures de courant, fermetures d'entreprises, augmentation des tarifs.
Corruption, escroquerie mais aussi spoliation des salariés : leurs économies placées dans le fond de pension maison ont disparu. Les actions, qui devaient représenter leurs futures retraites, se sont écroulées. Alors que les hauts dirigeants ont pu se retirer à temps du naufrage avec des fortunes !**

3. ENSEMBLE, POUR CHANGER LE MONDE

La construction européenne, la "mondialisation" sont notre réalité. Le repliement sur soi est sans issue. Une politique de gauche en France peut favoriser d'importantes évolutions en Europe et dans le monde. En retour, de telles évolutions peuvent être des facteurs positifs pour la France. De Porto Alegre aux "euromanifestations", l'aspiration à transformer l'Europe et le monde prend de plus en plus d'ampleur. L'avenir est de ce côté.

Dans le monde d'aujourd'hui, 1,2 milliard d'êtres humains disposent de moins d'un dollar par jour pour vivre.

Renégociation du traité de Maastricht

Faire d'autres choix pour l'Europe se heurte aux institutions issues de Maastricht. Il faut revoir toute leur conception : mettre en cause le pacte de stabilité, qui oblige la France à réduire ses dépenses utiles, et lui substituer un pacte de progrès social, inscrire l'emploi comme priorité des interventions de la Banque centrale européenne, utiliser l'euro pour contrer l'emprise du dollar et des marchés financiers.

Réorientation en profondeur de la construction européenne

Pour être sociale, l'Europe doit être citoyenne. Il faut associer les citoyens de chaque nation aux choix européens et donner à l'Europe un autre projet que celui des privatisations et des attaques contre les acquis sociaux : l'harmonisation par le haut des législations sociales, l'inclusion dans les traités de la défense et de la promotion du secteur public, l'action pour un codéveloppement humain solidaire.

Annulation de la dette des pays pauvres

Cette mesure est un préalable pour s'attaquer au problème du développement. Il faut permettre aux pays concernés de sortir de la spirale des dominations et de l'appauvrissement : institution de la taxe Tobin, augmentation de l'aide publique jusqu'à 0,7 % du PIB, réforme et démocratisation du FMI, plan d'urgence de lutte contre le sida et les maladies tropicales.

Pour un codéveloppement humain durable et solidaire

L'inégalité d'accès à l'eau potable et à l'électricité, l'effet de serre, la pollution, la disparition de la biodiversité ne sont pas des phénomènes "naturels". Les dominations et l'appétit de profits financiers sont passés par là. Ne pas s'y attaquer, c'est se condamner à l'impuissance. Des solutions existent : l'élargissement du protocole de Kyoto, un moratoire mondial sur les semences génétiquement modifiées, des services publics mondiaux de l'eau et de l'environnement, de grands chantiers européens pour le ferroutage.

4. DES DROITS NOUVEAUX

La condition de la réussite de ces propositions a un nom : l'élargissement en tout domaine des possibilités d'intervenir, de se faire entendre et respecter. Politique, économie, Europe, monde : pour que les décisions se prennent dans l'intérêt général, il faut que les intéressés puissent être informés en toute transparence, participer aux débats et peser sur les choix.

De nouveaux droits pour les salariés

Pas de changement réel sans remettre en cause la monarchie patronale dans l'entreprise. Les salariés, leurs syndicats, doivent pouvoir dire leur mot et participer aux décisions. La loi Hue instituant le contrôle des fonds publics versés aux entreprises, la loi de modernisation sociale, améliorée par les amendements communistes, ouvrent de nouveaux terrains d'intervention. Il faut compléter cette dernière loi pour qu'elle permette de proscrire tout "licenciement boursier". Et voter une nouvelle loi pour développer les droits de contre-proposition et d'intervention des salariés dans la gestion des entreprises.

Non à toute discrimination

Chaque femme, chaque homme doit se voir reconnaître le droit à une égale dignité. Le progrès qu'a permis la loi Gayssot contre le racisme doit être prolongé. Toute discrimination doit être condamnée. Droit de vote pour les résidents étrangers non communautaires. Régularisation des sans-papiers. Réforme du droit d'asile le permettant un traitement rapide des dossiers. Suppression de la double peine. Renforcement de la lutte contre l'homophobie.



Un statut de l'élu-e et du militant associatif

"Déprofessionnaliser" la vie publique, c'est donner à celles et ceux qui s'engagent dans la vie syndicale, associative, politique les moyens de le faire. C'est accroître la limitation du cumul des mandats et leur rotation. C'est élargir les pouvoirs des citoyens : pouvoirs d'initiative, référendum d'initiative populaire, démocratie directe au niveau local. La parité (le seul parti ayant un groupe à l'Assemblée nationale qui va l'appliquer lors des élections législatives sera le Parti communiste) doit être étendue à toutes les élections.

Démocratie participative et non pas présidentialisme

Le quinquennat renforce le présidentialisme. Or, c'est davantage de participation des citoyens aux décisions qui est indispensable.
Cela implique des réformes touchant au régime politique : représentation fidèle du corps électoral, revalorisation des pouvoirs du Parlement, pouvoir exécutif exercé par le gouvernement, responsable devant le Parlement.

Ce document expose les grandes lignes des engagements de Robert Hue. Vous pouvez vous procurer le texte complet auprès des militantes et militants communistes ou au siège de campagne de Robert Hue.

1997-2002

**Incontestablement, le gouvernement de gauche mis en place en 1977 a des acquis. Son premier mérite... c'est d'avoir remplacé la droite. D'avoir mis sur la touche les Juppé, Sarkozy et autres Madelin. La droite et la gauche, ce n'est pas la même chose.
Le bilan, c'est aussi l'apport des communistes qui, pendant ces cinq années, se sont efforcés de traduire en actes les exigences de mouvements sociaux et citoyens.**

DES RÉSULTATS
Des décisions portent directement cette marque : la loi de modernisation sociale, celle instituant le contrôle des fonds publics, la loi sur la construction de logements sociaux dans toutes les communes, ou encore l'action tenace menée contre le dopage dans le sport ou pour les embauches à la SNCF. Plus généralement, ses ministres, ses parlementaires se sont efforcés de donner le contenu le plus progressiste à nombre de décisions. On pense au Pacs ou à la couverture médicale universelle (CMU), aux 35 heures ou à la parité hommes-femmes.

MAIS LE COMPTE N'Y EST PAS
**En même temps, le compte n'y est pas. Le gouvernement a vite rencontré ses limites. Malgré les demandes des communistes, il a refusé de décider de grandes réformes sociales et de s'en prendre à la domination des marchés financiers. Résultat ? Tous les problèmes ressurgissent : chômage, inégalités sociales, violence...
Et on se retrouve face à une grande question : si la gauche l'emporte, cèdera-t-elle aux exigences de l'argent roi, pour pratiquer une politique plus à droite ? Ou aura-t-elle le courage de s'en prendre à la racine des problèmes ?**

UNE AUTRE POLITIQUE À GAUCHE
Robert Hue se prononce non pas pour la continuation de ce qui s'est fait depuis 1977 mais pour une autre politique à gauche.

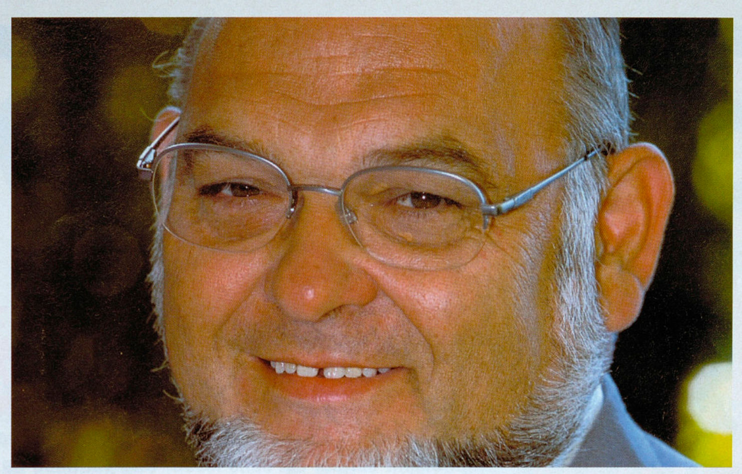
Je m'engage

Que va-t-il se passer après les échéances de 2002 ? Les inégalités, le chômage, la précarité, l'insécurité vont-ils continuer à s'aggraver ? La France va-t-elle être davantage assujettie aux marchés financiers dans un monde plus instable et plus inhumain ?
Ou bien va-t-il être possible de décider des mesures d'urgence efficaces, d'engager des réformes profondes qui permettront d'améliorer votre vie et la situation du pays ?
C'est la question posée au premier tour de l'élection présidentielle, le 21 avril prochain.
Je m'engage de toutes mes forces à rassembler contre le Medef, pour l'empêcher d'avoir les mains libres et d'appliquer son plan de régression sociale. Je fais tout ce qui est en mon pouvoir pour que Jacques Chirac et la droite, qui ont fait leur ce programme ultralibéral, soient battus.
Et je m'engage avec la même détermination à aider la gauche à demeurer la gauche. Plus les jours passent, plus on a l'impression d'une sorte de hold-up feutré des "sociaux-libéraux" sur la gauche. Comme si leurs solutions devaient irrémédiablement l'emporter. Mais cette évolution "à la Tony Blair" n'est pas fatale. Le Parti communiste est là. Et la gauche, avant d'être des partis, c'est des millions de femmes et d'hommes. C'est leur cœur, leurs valeurs, leurs idées. C'est leurs interventions, et celles-ci sont nombreuses, dans les mouvements sociaux et citoyens, dans les actions pour le respect de la personne humaine que connaît notre pays.
Non, il n'y a pas de fatalité à la domination des marchés financiers. On peut faire des choix politiques qui la remettent en cause.
Cela ne veut pas dire : étatisme, bureaucratie. Rien ne peut se faire de bon sans l'écoute, le dialogue et, à chaque fois que c'est nécessaire, l'expression de la volonté populaire. Mais cela ne peut pas dire non plus un État "neutre". Laisser faire, c'est laisser faire les plus puissants.
Le pouvoir politique peut jouer un rôle important, aux côtés du mouvement social et avec lui, pour faire prévaloir des orientations qui correspondent aux attentes. Il n'est pas indifférent que ce pouvoir soit de gauche ou de droite !
Le 21 avril, nous pouvons faire beaucoup, ensemble, pour qu'il soit de gauche, bien à gauche, et pour qu'il le reste.
C'est tout le sens des engagements que je défends. Je vous propose de leur donner la force de votre vote afin qu'ils aient le poids nécessaire pour peser sur le cours des choses. Je continuerai à les défendre, avec mon parti, après cette élection.

R Hue

Cinq années durant, une instruction a tenté de mettre en cause le financement du PCF. La suspicion s'est présentée avec la force de l'évidence : Robert Hue "devait" être coupable, puisqu'il ne pouvait pas en être autrement. Finalement, le tribunal correctionnel de Paris a décidé la relaxe de Robert Hue. Il est innocent des faits qui lui ont été reprochés : il n'a ni touché un centime ni été complice de quelque malversation que ce soit.

C'est que le budget du PCF est transparent. Ses ressources sont connues. Elles proviennent des cotisations des adhérents, du financement public, des dons et initiatives multiples et, pour un montant non négligeable, de ses élus (du maire au ministre) qui reversent une large partie de leurs indemnités.



Fils d'un père maçon et d'une mère ouvrière, tous deux résistants, Robert Hue est infirmier de formation. Ses passions ? Le judo, le rock, la peinture. En 1962, à 16 ans, il sort indemne et révolté de la sanglante répression de la manifestation du métro Charonne contre la guerre d'Algérie. Il est élu maire de Montigny-lès-Cormeilles, dans le Val-d'Oise, à 31 ans. En 1994, il devient secrétaire national du Parti communiste, candidat à l'élection présidentielle l'année suivante. Ouvert et déterminé, il bouge l'image du PCF et contribue activement à la mutation de ce parti : celui-ci change, se modernise pour être mieux une force communiste vivante dans la société et utile à la gauche.
Robert Hue a donné son nom à une loi instituant le contrôle des fonds publics accordés aux entreprises.



Tambour battant

Rencontres avec les salariés et déplacements dans tout le pays, échanges avec les représentants du mouvement social, avec des gens de culture, avec des personnalités du milieu associatif, interventions dans les médias et meetings de grande ampleur, multiples interviews ou débats avec les internautes, voyages à l'étranger (ici, au Mali) : Avec les militants et les élus communistes la campagne de Robert Hue est partie "tambour battant".

☐ Je vous donne mon avis : ....

....

....

☐ Je souhaite être informé-e des initiatives et propositions d'action de Robert Hue

☐ Je souhaite recevoir le texte complet des engagements de Robert Hue

☐ Je vote et j'appelle à voter pour Robert Hue

☐ Je participe financièrement, je verse : .... euros (chèque à l'ordre de Roland Jacquet, mandataire financier de Robert Hue).

Nom et prénom : ....

Adresse .... Code postal : .... Localité ....

Renvoyer à Campagne Robert Hue 2, place du Colonel-Fabien 75167 Paris cedex 19. Téléphone 01 40 40 13 66. Télécopie 01 40 40 13 61.
mél : bienvenue@roberthue.info Site : www.roberthue.info

MARS 02
Photos : A. Lejarre-Bar Floréal/P. Trovel/REA/SIPA-V. Sichov - Imp : AG Roto